

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2023-10 DU 25 OCTOBRE 2023 RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA
GENERALISATION DES OPTIONS TARIFAIRES A 4 PLAGES TEMPORELLES DU TURPE HTA-BT**

Paris, 30 novembre 2023

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de déroger à la règle des 12 mois entre deux changements de formule tarifaire d'acheminement à partir du 1er mai 2024 et jusqu'au 1er novembre 2024 ? La période proposée par la CRE vous paraît-elle adaptée ?

Après évaluation de notre parc, [REDACTED] se trouve entravée par la règle des 12 mois entre deux changements de formule tarifaire d'acheminement (FTA). TEEFG est favorable à la proposition de la CRE d'y déroger.

Toutefois, nous souhaiterions que la période concernée par cette dérogation soit allongée et débute **à partir du 1er avril 2024** afin d'anticiper au mieux l'application du quota quotidien sur les demandes de prestation adressées à Enedis, permettre de prévenir tout encombrement des systèmes informatiques du GRD et de lisser davantage les demandes fournisseurs.

Proposition de rédaction : « la CRE propose qu'à compter du 1er avril 2024 et jusqu'au 1er novembre 2024, les fournisseurs puissent, pour chaque point de connexion disposant d'une FTA CU ou MU DT ».

Par ailleurs, à l'instar de ce qui avait été mis en place lors de l'offre de bascule TRV en janvier 2021, TotalEnergies souhaiterait **une augmentation ponctuelle de la capacité de traitement des flux du côté d'Enedis**. En effet, la période de crise sans précédent qu'ont subi les fournisseurs n'a pas permis une anticipation suffisante dans le traitement des clients concernés. Le dépassement de la limite journalière de 150 000 demandes permettrait d'atteindre la bascule de l'intégralité de notre parc au 1er août avec plus de sérénité.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que le GRD effectue la bascule des clients qui n'auraient pas souscrit une formule tarifaire à 4 plages temporelles ?

Le contrat GRD-F stipule que le fournisseur est le responsable du choix de la formule tarifaire d'acheminement pour chacun des points de livraison de son périmètre de facturation. Or en l'état de cette proposition, le fournisseur et le client se verraient imposer une FTA par le GRD dérogeant ainsi au contrat. Si TotalEnergies comprend l'objectif de pallier la situation non conforme, nous nous interrogeons toutefois sur la responsabilité de chacune des parties en cas de contestation du client. À tout le moins, TotalEnergies souhaiterait alors que la CRE confirme que la responsabilité du fournisseur est bien dégagée dans le cas d'une bascule automatique effectuée par le GRD, tant vis-à-vis de ce dernier que du client.



Par ailleurs, une bascule à l'initiative du GRD a de nombreux impacts et génère des contraintes pour le fournisseur rappelées lors de la concertation en GT Procédures qui, compte tenu des délais, ne pourront pas être levées par des évolutions de SI (industrialisation d'un traitement trop lourde). En effet, la réception d'un flux contractuel dont le fournisseur n'est pas à l'origine, et donc pas automatiquement intégré dans ses SI, ainsi que l'absence de flux de suivi d'affaire, mettent à mal la gestion et suivi du changement de formule tarifaire et de fait l'accompagnement du client concerné (identification des FTA soldées pour les bloquer, typologie de clients, traitement des grilles tarifaires...).

De plus, en cas d'échec de télé-opération (ETO) du changement de FTA initié par le distributeur, Enedis demanderait au fournisseur de reposer la demande via canal unitaire, même en l'absence d'un flux de suivi d'affaire (solution présentée en concertation). Pour les mêmes raisons que celles citées précédemment, si une décision était prise en faveur d'une bascule automatique par le GRD lui-même, il devrait en assumer l'intégralité de la demande jusqu'à son terme et procéder lui-même aux rejeux sans demande du fournisseur.

En conséquence TEEGF est défavorable à une bascule par le GRD des clients qui ne seraient pas positionnés sur une des options tarifaires en vigueur à compter du 1^{er} août 2024 et souhaite que le fournisseur soit le seul à pouvoir réaliser ces bascules, comme prévu par le contrat GRD-F.

Cependant, afin de garantir une bascule complète à terme tout en tenant compte des quotas de prestations qui s'imposent aux fournisseurs, TEEGF propose que ces derniers s'engagent à respecter une trajectoire sur 2024, en contrepartie des règles dérogatoires demandées ci-dessus (quota de demandes augmenté, règle des 12 mois suspendus au 1^{er} avril 2024).

TotalEnergies propose les échéances suivantes :

- Au 1^{er} août 2024 : 80 % du parc concerné doit avoir fait l'objet d'une demande de bascule par le fournisseur ;
- Au 1^{er} novembre 2024 : 95 % du parc concerné doit avoir fait l'objet d'une demande de bascule par le fournisseur.

Concernant les clients résiduels qu'il reste à basculer vers les options à 4 plages temporelles, le GRD et le fournisseur détermineront la meilleure solution lors d'un échange bilatéral qui permettra, tout au long de l'année, de suivre l'état d'avancement.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux options par défaut proposées par la CRE dans le cadre de la bascule qui sera opérée par le GRD ?

Dans le cas où la bascule serait opérée par le GRD de manière automatique au 1^{er} août, TotalEnergies est favorable aux options par défaut proposées par la CRE.

Question 4 : Êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE pour la souscription d'une formule tarifaire à 4 plages temporelles pour les clients dont le compteur deviendrait communicant après la date du 1^{er} août 2024 ?

TEEGF est favorable à la souscription d'une formule tarifaire à 4 plages temporelles pour les clients dont le compteur est communicant après le 1^{er} août 2024. Toutefois, les délais et événements opérationnels liés au changement de FTA (exemple : échec de télé opération) ne relèvent pas de la responsabilité du fournisseur mais du GRD. Les fournisseurs ne peuvent alors pas s'engager sur une



date d'effectivité mais le peuvent sur le délai de demande auprès du GRD. TEEGF propose donc que la demande de bascule soit déposée par le fournisseur, et non pas effective, au plus tard 30 jours après la première déclaration de communication du compteur évolué.

Proposition de rédaction : « la demande de bascule vers les options à 4 plages temporelles devra être déposée au plus tard 30 jours après la première déclaration de communication du compteur évolué. »